



Inades-Formation

Servir le bien commun – Serving the common good

Institut Africain pour le Développement Economique et Social – Centre Africain de Formation
African Institute for Economic and Social Development – African Training Center

Synthèse sur la conférence-débats sur le thème « Pour des systèmes alimentaires durables et territorialisés gage d'une alimentation saine, suffisante et durable pour tous : Enjeux et défis »

Abidjan, le 20 octobre 2022

Contribution de la société civile dans le cadre de la célébration de la Journée Mondiale de l'Alimentation, édition 2022



L'Alimentation est un Droit et Manger un Vote ».

Secrétariat général

Association Internationale reconnue d'utilité publique par décret n°79-586 du 11/07/79 de la République de Côte d'Ivoire

Rue C 13 Washington, Cocody, Abidjan - 08 B.P. 8 Abidjan 08 (Côte d'Ivoire) - Tel.: (225) 22 40 02 16 * Fax : (225) 22 40 02 30

Email : inadesformation.sg@inadesfo.net - Site Web : www.inadesfo.net - Compte Contribuable n° 78 000 38 H

Pays d'implantation: Burkina Faso – Burundi – Cameroun – Côte d'Ivoire – Kenya – RD Congo – Rwanda – Tanzania – Tchad – Togo

01. Contexte de la Conférence

La conférence-débats s'est inscrite dans le cadre des actions de la campagne baptisée « **Campagne Conscience AlimenTERRE** », portée par Inades-Formation. Elle a porté sur le thème « *Pour des systèmes alimentaires durables et territorialisés gage d'une alimentation saine, suffisante et durable pour tous : Enjeux et défis* ».

La conférence-débats a été également une occasion de marquer la journée mondiale de l'alimentation, célébrée en 2022 sous le thème : ***Ne laisser personne de côté, une alimentation sûre aujourd'hui pour un avenir sain***. Il s'agit d'un thème évocateur dans un contexte de prolifération de pesticides chimiques de synthèse, de contrôle des facteurs de production agricoles par les multinationales agro-alimentaires, de privatisation des ressources foncières, hydriques, de systèmes semenciers, de criminalisation de semences paysannes. Il appelle l'inversion des tendances actuelles.

La campagne entend contribuer à la concrétisation, dans les pays africains, du droit des populations à une alimentation suffisante, saine et durable, pour tous. Elle questionne particulièrement les systèmes agricoles et alimentaires basés sur l'intensification des pesticides chimiques de synthèse. Cette campagne vise :

- L'éducation à la citoyenneté alimentaire pour influencer les services agro-alimentaires plus respectueux de l'environnement et la santé humaine ;
- Le contrôle citoyen et le plaidoyer pour la mise en œuvre des cadres réglementaires plus rigoureux et la réduction de l'importation de pesticides chimiques de synthèse au profit des politiques publiques favorables à l'agroécologie ;

Par ailleurs, le programme de développement durable à l'horizon 2030 (ODD) préconise des actions audacieuses et transformatrices, dont on a besoin de toute urgence pour remettre le monde sur la voie de la durabilité et de la résilience tout en cherchant à réaliser les droits de l'homme de tous les peuples¹. L'Agriculture et les systèmes alimentaires sont interconnectés avec les économies, les cultures, les sociétés, la santé, la sécurité alimentaire, la nutrition, le climat, la biodiversité et l'environnement. Les défis interdépendants liés à l'agriculture et aux systèmes alimentaires sains et durables requièrent donc une attention particulière.

Les moyens de production utilisés dans l'agriculture dite conventionnelle notamment les intrants chimiques de synthèse sont pointés du doigt quant à leurs effets préjudiciables vis-à-vis de la biodiversité, de l'environnement, du climat et la santé humaine. Ils contribuent à la pollution des sols, des eaux, à l'émission des gaz à effets de serre, à destruction de la biodiversité. L'alimentation basée sur l'utilisation intensive des pesticides chimiques de synthèse est à l'origine de diverses maladies des agriculteurs, travailleurs agricoles et consommateurs, qui, jadis étaient inexistantes. L'utilisation de pesticides chimiques de synthèse soulève la question de sécurité sanitaire des aliments et les mécanismes opérationnels de son contrôle.

¹ Résolution 70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies 2015 : Transformer le monde, Agenda 2030 pour le développement durable

La tenue de la conférence a été l'occasion de rappeler l'existence d'un des rapports de l'ONU².

Il décrit les retombées négatives des pratiques en matière d'utilisation de pesticides sur la santé humaine, l'environnement et la société, retombées dont les médias ne parlent pas assez et dont le suivi se fait généralement sous le seul angle réducteur de la « sécurité alimentaire ». Ce rapport rappelle que le droit à l'alimentation fait obligation aux États de mettre en œuvre des mesures de protection et d'élaborer des prescriptions en matière de sécurité alimentaire pour garantir que les produits alimentaires sont sans danger, exempts de pesticides dangereux. En outre, les normes relatives aux droits de l'homme exigent aux États de protéger les groupes vulnérables, tels que les ouvriers agricoles et les communautés agricoles, les enfants et les femmes enceintes, les consommateurs, contre les effets des pesticides.

Il a été également rappelé que l'**Article 25** de la Déclaration universelle des droits de l'homme dispose que toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation. Cet article invite les Etats à garantir à leurs populations l'accès équitable à des aliments nutritionnellement appropriés et sans danger pour satisfaire les besoins des populations. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme s'inscrit au titre des instruments internationaux engageant les Etats à faire respecter l'accès à une nourriture suffisante comme un droit fondamental de l'homme.

Les textes internationaux, communautaires et nationaux adoptés pour servir de référence dans la réglementation du secteur des pesticides chimiques, devraient être vulgarisés. Les défis de leur mise en compte effective ouvrent la porte aux tricheries suite au non-respect de normes, de règles et aux différents effets préjudiciables sur le plan éthique, sanitaire, nutritionnel, environnemental, et alimentaire.



C'est dans ce cadre qu'une conférence débat a été organisée pour permettre aux acteurs de la société civile rurale et urbaine à réunir leur points de vue et leur proposition en faveur de

² Conseil des droits de l'homme, Trente-quatrième session, 27 février-24 mars 2017

Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement

politiques et pratiques propices à une alimentation saine, suffisante et durable. Un accent a été mis sur l'attention aux pesticides chimiques de synthèse les systèmes de production et conservation des aliments.

02. Déroulement de la Conférence



Panelistes de gauche à droite : Pr. DEMEBLE Ardjouma, Mme N'GUESSAN N'DRI Aimée, Prof. TRAORE Karim Sory, M. BARIDOMO Pascal

La conférence lancée par un mot du sCrétaire général d'InadesFormation, M. ADESSOU Kwaku Sena. La conférence a consisté en information et en conscientisation du public sur l'importance des systèmes alimentaires durables et territorialisés moins dépendants des pesticides de la chimie de synthèse pour concrétiser le droit à l'alimentation pour tous. Elle a réuni 56 participants, parmi lesquels, les membres de la plateforme PANAFCI, les organisations de la société civile, les acteurs de la recherche, les étudiants, les médias et les intervenants dans le développement du secteur agricole en Côte d'Ivoire.

Elle a été animée sous forme de panels portant sur les sous-thèmes suivants :

- i. Apprentissages sur les études exploratoires relatives à la réglementation du secteur des pesticides chimiques de synthèse ;
- ii. Les pesticides chimiques de synthèse et risques sur la sécurité sanitaire des aliments, la santé humaine ;
- iii. Les réalités de pesticides chimiques de synthèse sur terrain, vues par une agricultrice et militante de la société civile ;
- iv. Echange sur un processus en cours en matière d'études de cas d'impacts des pesticides chimiques de synthèse sur le sol, l'eau et les récoltes.

Les différentes présentations et les débats suscités ont confirmé l'importance de faire attention aux menaces que présentent les pesticides chimiques sur la santé des agriculteurs, travailleurs agricoles, sur l'environnement.

03. Constats majeurs issus des débats

Les débats ont réconforté l'hypothèse relative la prise de position d'Inades-Formation « **La toxicité des pesticides chimiques de synthèse pour les humains et pour l'environnement, constitue une entrave au droit à une alimentation saine et durable pour tous** ». Les débats ont également confirmé que le thème de la journée mondiale de l'alimentation « *Ne laisser personne de côté, une alimentation sûre aujourd'hui pour un avenir sain* », reste loin de sa mise en œuvre.

3.1. La santé des agriculteurs et travailleurs agricoles est mise en danger suite aux divers constats :

- Le non-respect des indications techniques relatives à l'usage correct de pesticides chimiques de synthèse ;
- La présence sur terrain de pesticides de contrefaçon et pour les paysans, il est difficile de les détecter ;
- Le manque d'équipements de protection et de matériels adéquats de pulvérisation ;
- Les cas de réutilisation des emballages qui, antérieurement conservaient les pesticides chimiques de synthèse ;
- Le manque de formation en faveur des utilisateurs de pesticides chimiques de synthèse dans un cadre de programmes publics : Sur terrain, les paysans disent qu'ils apprennent auprès de leurs voisins, leurs parents ou leurs amis ;
- Quelques ONGS travaillent à l'information et sensibilisation des paysans, des consommateurs sur les risques de pesticides et comment les éviter ;
- Le secteur privé vend l'image positive uniquement des pesticides chimiques de synthèse « réponse à la lutte contre les ennemis des plantes » sans mettre un accent sur les risques ;
- L'absence de la professionnalisation du métier d'utilisateurs de pesticides chimiques de synthèse pour éviter les cas de mauvaises pratiques et les risques d'exposition des agriculteurs et des membres de leurs familles ;



- Certains agriculteurs sont devenus mentalement dépendants de pesticides chimiques de synthèse par défaut d'espace pour questionner les risques, les coûts et les conséquences de l'intensification de l'usage de ces produits ;
- Les promoteurs des méthodes et produits agroécologiques restent sans encadrement des services publics ;

3.2. La santé des consommateurs est mise en danger par entre autres les faits suivants :

- Les usages interdits des pesticides chimiques de synthèse : cas de produits destinés aux cultures de longues saisons « coton par exemple », mais utilisés abusivement pour les produits maraîchers, qui sont de courtes saisons ;
- La non prise en compte du délai d'attente avant récolte (DAAR) , ce qui devrait limiter les résidus toxiques dans les aliments ;
- La consommation de produits conservés dans les emballages antérieurement destinés aux pesticides chimiques de synthèse ;
- Le caractère nocif intrinsèquement reconnu aux pesticides chimiques de synthèse ne fait pas l'objet de débats publics ;
- Les associations de la société civile y compris celles de consommateurs sont moins actives sur le droit à l'alimentation saine et sur l'observation du domaine des pesticides ; elles sont plus portées sur les aspects de prix, de disponibilité, cherté de vie ;
- Pourtant, les pesticides chimiques de synthèse sont beaucoup utilisés dans la



production des produits maraîchers en zones péri-urbaines, cela devrait susciter un dialogue entre les consommateurs urbains et les producteurs péri-urbains sur cette question de sécurité sanitaire ;

3.3. L'environnement meurt en silence à nos yeux

L'action des résidus de pesticides chimiques qui s'accablent dans le sol et dans l'eau ont un effet dévastateur sur le moyen et long terme. La vie des plantes et d'autres ressources de la biodiversité devient difficile suite à la toxicité provoquée. Les mauvaises pratiques aidant, le sol qui accumule les pesticides chimiques de synthèse va permettre ses facultés naturelles de fonctionner normalement, de nourrir la biodiversité et ne pourra pas abriter la diversité animale et végétale. Les insectes pollinisateurs et même les abeilles auront de la peine à exister.

3.4. La réglementation du secteur des pesticides et sa mise en œuvre constituent un défi majeur

Parmi les faits marquants , les participants relèvent :

- La perméabilité des frontières et les difficultés de contrôler la circulation des pesticides non homologués, contrefaits ;
- Les statistiques sur les pesticides chimiques de synthèse qui ne sont pas régulièrement à jour ; les moyens non conventionnels d'introduction de certains pesticides qui faussent les estimations sur la quantité et la qualité ;

- Des commissions et structures sont mises en place pour réglementer le secteur de pesticides chimiques ; mais, par manque de moyens de fonctionnement, elles ne sont pas opérationnelles ;
- Les textes réglementaires existent ; ils sont généralement anciens et ne tiennent pas en compte les dynamiques de changement scientifiques dans le secteur des pesticides chimiques de synthèse ;
- La non-représentation des agriculteurs, des consommateurs (OSC en général) dans les commissions d'homologation des pesticides chimiques de synthèse ;
- Les mécanismes de contrôle systématique de la sécurité sanitaire des aliments sur le marché local, par exemple les produits maraîchers et la responsabilité des vendeurs des pesticides en cas de préjudices liés aux services et produits vendus ;
- Les mécanismes de contrôle de sécurité sanitaire des aliments sont plus appliqués aux produits d'exportation et non ceux de consommation locale ;

04. Pistes d'actions issues de la conférence

4.1. Information et sensibilisation du grand public

Il se dégage que l'information et la conscientisation des agriculteurs et consommateurs sur les enjeux et défis du recours aux pesticides chimiques de synthèse sont indispensables.

- ✚ Pour cela, il faut recourir aux médias, aux **caravanes populaires**, aux **théâtres forum**, **journées sportives** dédiées à une alimentation saine et durable, à la diffusion des



affiches pour toucher le plus grand nombre. L'information aux communautés estudiantines présente un effet structurant.

- ✚ Il faut également travailler sur la fibre de souveraineté alimentaire, de contrôle local des systèmes agricoles et alimentaires pour déconstruire la mentalité de dépendance vis-à-vis de l'expérience.

- ✚ La sensibilisation et l'implication active des acteurs des médias pour informer, éduquer,

former et interpeller ;

4.2. La veille citoyenne sur l'agence nationale de sécurité sanitaire des aliments

Comme mentionné ci-haut, en référence à l'**article 25** de la déclaration universelle des droits de l'homme, les questionnements relatifs à la production, aux marchés et à la consommation des aliments sans danger pour la santé humaine, constituent des enjeux très importants. Des mécanismes de contrôle de la sécurité sanitaire des aliments sur le marché local sont indispensables. A cet effet :

- ✚ Les acteurs de la société civile plaident pour la mise en place d'une agence nationale de sécurité nationale opérationnelle et l'importance de faire un suivi sanitaire pour des

produits tels que les maraichers et autres récoltes vendues sur le marché local, urbain plus particulièrement. Les coopératives de producteurs devraient systématiquement avoir des brevets attestant le degré de résidus dans les produits présentés.

- ✚ Des études devraient être financées pour étudier périodiquement les échantillons de récoltes obtenues dans les zones d'utilisation de pesticides chimiques de synthèse et alerter le public, les autorités, sur les délais d'attente avant la récolte.
- ✚ La problématique d'une alimentation saine et durable devrait transparaître dans les attributions des différents ministères : ceux en charge l'agriculture, l'environnement, la santé publique, l'intérieur et collectivités locales, l'éducation et recherche scientifique.

4.3. La veille citoyenne sur l'agriculture protectrice de l'environnement et de la biodiversité

Partant de la littérature et des débats, il se dégage que le risque de toxicité des pesticides chimiques de synthèse sur l'environnement notamment sur les sols, eaux, l'atmosphère et les organismes utiles qui y vivent³ menace les fonctionnalités de la nature.

Etant donné l'infiltration, le ruissellement des pesticides chimiques de synthèse, les seuils de toxicité des sols, eaux devraient être analysés périodiquement par des services publics. Ces



derniers devraient rendre public périodiquement l'état des lieux dans les zones de grande utilisation de pesticides et aider à la prise de décision au sujet de la toxicité de l'environnement, la perte de la biodiversité.

5. Faire le plaidoyer auprès des instances influentes

Au regard des différentes préoccupations relevées, il importe d'en faire un document d'analyse et de propositions. Parmi les instances influentes, on peut noter les institutions issues des élections comme le parlement, le Sénat. Il y a également des ministères clefs dont ceux en charge de l'agriculture, la santé, l'environnement, du développement des collectivités, de l'enseignement et de la communication. En effet, la question relative aux pesticides chimiques de synthèse, à l'alimentation saine, à la préservation des fonctionnalités de la nature dépasse le cadre des spécialistes du secteur agronomique. Elle est multidimensionnelle. Une attention devra être particulièrement placée sur les mesures visant à :

- ✚ Améliorer la réglementation et l'encadrement plus soutenu du secteur des pesticides chimiques de synthèse en agriculture sur la base des difficultés de terrain ;

³ Micro-organismes du sol, les poissons, les abeilles, les herbes qui disparaissent avec l'application des herbicides, les abeilles intoxiquées, etc.

- ✚ Promouvoir la société civile sensible et l'action des médias au sujet de l'alimentation saine et durable et la communication sur la gestion des pesticides chimiques de synthèse ;
- ✚ Soutenir des études d'aide à la compréhension de la complexité des risques de pesticides chimiques de synthèse et des mesures idoines ;
- ✚ S'assurer de la mise en place et du fonctionnement effectif de l'**Agence de sécurité sanitaire des aliments** et autres commissions en place pour veiller à la gouvernance du secteur des pesticides chimiques de synthèse ;
- ✚ Une politique et une stratégie nationale de réduction de l'importation des pesticides chimiques et de leur remplacement ;
- ✚ Adopter une politique, programmes et une stratégie nationale de promotion des solutions agroécologiques ;
- ✚ Organiser des rencontres d'échanges auprès du Parlement , du Senat et Ministères plus concernés par la problématique des pesticides chimiques de synthèse ;

